



**AMBASSADE  
DE FRANCE  
EN FINLANDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

*Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).*

### Mercredi 28 février 2024

Conférence de soutien à l'Ukraine à Paris .....	2
Selon le président Niinistö, « Il n'y aura pas de présence militaire en Ukraine» .....	2
Le président de la commission de la défense, Jukka Kopra (Coalition nationale), ne considère pas l'initiative d'envoyer des troupes comme nécessaire .....	2
Frontière orientale .....	2
La procédure à la frontière envisagée par le gouvernement pourrait considérablement augmenter le travail aux tribunaux .....	2
Elections européennes .....	3
Vrais Finlandais .....	3
Parti suédois .....	3
Adlercreutz intéressé par la présidence du parti .....	3
Social .....	3
Sondage : les Finlandais favorables aux grèves politiques .....	3
Médias .....	3
Helsingin Sanomat entame un plan social .....	3
Energie .....	4
Fortum demande à l'État russe une compensation de milliards d'euros .....	4
Fennovoima conteste les affirmations de Rosatom concernant la résolution de Hanhikivi .....	4
Economie – Environnement .....	5
Débat sur le rejet des déchets de l'usine de batteries de voitures électriques de Hamina dans la mer Baltique .....	5
Economie – Fiscalité .....	5
Imposition des boissons alcoolisées .....	5

## **Conférence de soutien à l'Ukraine à Paris**

**Selon le président Niinistö, « Il n'y aura pas de présence militaire en Ukraine»  
Le président de la commission de la défense, Jukka Kopra (Coalition nationale), ne considère pas l'initiative d'envoyer des troupes comme nécessaire**

Le président de la République de Finlande, Sauli Niinistö, a commenté la réunion par courrier électronique. "Il y avait une perception largement partagée selon laquelle il n'y aurait pas de présence militaire. C'était également la position de la Finlande", commente Niinistö.

Les dirigeants d'une vingtaine de pays étaient présents à la réunion convoquée par Macron. Le but était de discuter ouvertement du soutien à l'Ukraine.

Niinistö affirme que la discussion a été utile et que les besoins matériels de l'Ukraine ont été particulièrement soulignés.

Selon Niinistö, les discussions à Paris ont porté sur "les besoins immédiats de l'Ukraine, en premier lieu sur le plan matériel". "Afin de répondre à ces (besoins), il sera peut-être nécessaire de réfléchir à de nouvelles voies. Il y a également eu des discussions approfondies sur d'autres moyens militaires et non militaires possibles", a déclaré Niinistö.

L'Ukraine a désormais particulièrement besoin de munitions et d'autres armes, déclare Jukka Kopra (Coalition nationale), président de la commission de la défense. "C'est là que les pays de l'UE et les pays de l'OTAN doivent s'entendre", dit-il.

Selon Kopra, la meilleure façon d'aider l'Ukraine à l'heure actuelle est de restaurer la capacité de production d'équipements de défense. Selon lui, c'est une chose à laquelle la Finlande pourrait également participer, même si cela nécessiterait des décisions de l'État.

"Pour la Finlande, la meilleure aide que nous puissions apporter serait d'augmenter encore davantage la capacité de production de munitions. Cela serait encore possible et nous aurions une bonne préparation pour cela."

Selon Kopra, des munitions ont déjà été achetées à d'autres pays. L'idée du Premier ministre tchèque Petr Fiala d'acheter des munitions à des pays tiers en elle-même n'est donc pas nouvelle, même si elle en vaut la peine. "Si quelque part il y a des armes disponibles pour l'Ukraine, cela vaudrait certainement la peine de négocier à ce sujet", dit Kopra.

Kopra ne considère pas les spéculations sur l'envoi possible de troupes en Ukraine comme "très nécessaires" ou probables. Il existe une loi en vigueur en Finlande concernant les conditions pour fournir une aide internationale, et l'envoi de troupes ne serait pas nécessairement une possibilité en vertu de cette loi.

"Il est assez alarmant que la situation change et que la Finlande se dirige vers une telle situation", dit-il.

Yle HS

<https://www.hs.fi/ulkomaat/art-2000010256749.html>

## **Frontière orientale**

**La procédure à la frontière envisagée par le gouvernement pourrait considérablement augmenter le travail aux tribunaux**

Les différentes instances ont donné leur avis concernant le projet de loi sur le traitement des demandeurs d'asile à la frontière. La cour administrative de Finlande de l'Est n'exclut pas que la procédure à la frontière qui prévoit d'empêcher l'entrée sur le territoire finlandais pour la durée de l'étude des dossiers des personnes dont la demande d'asile ne serait pas justifiée, pourrait engendrer des encombrements auprès des cours administratives de Finlande de l'Est et du Nord. Dans une procédure normale, il est permis au demandeur d'asile d'entrer dans le pays.

Selon la cour administrative de Finlande de l'Est, les recours concernant les décisions et notamment concernant la restriction des déplacements pourraient augmenter la quantité de travail dans les tribunaux en question.

HS

## **Elections européennes**

### **Vrais Finlandais**

Les journaux rendent compte des spéculations concernant le rejet par le conseil national des Vrais Finlandais de la candidature aux européennes de Teuvo Hakkarainen, député européen.

Une publication sur X de Hakkarainen, favorable à la Hongrie et au Fidesz, a été évoquée. Des Vrais Finlandais ne commentent l'affaire que de façon anonyme.

KS/11

### **Parti suédois**

#### **Adlercreutz intéressé par la présidence du parti**

La présidente du Parti suédois, ministre de l'Education Anna-Maja Henriksson ne se présentera plus à la tête du parti au prochain congrès en juin ou à l'automne.

Le ministre des Affaires européennes Anders Adlercreutz a annoncé qu'il se présenterait pour succéder à Henriksson, alors que le président du groupe parlementaire Otto Andersson et le vice-président du parti, Henrik Wickström disent qu'ils réfléchissent à cette éventualité.

Interrogée sur une candidature éventuelle, Sandra Bergqvist, ministre de la Jeunesse et des Sports, dit que la question n'est pas d'actualité pour elle, mais qu'il vaut mieux ne jamais dire jamais, tandis qu'Eva Biaudet, députée, indique qu'elle n'est pas intéressée et qu'en aucun cas elle ne souhaite être impliquée dans le gouvernement actuel.

HBL/5

### **Social**

#### **Sondage : les Finlandais favorables aux grèves politiques**

Keskisuomalainen rend compte du sondage effectué pour le compte d'Uutisuomalainen sur les attitudes des Finlandais en matière de droit de grève pour des motifs politiques. 55 % des personnes interrogées y sont favorables, tandis que 36 % sont d'avis inverse. 9 % ne se prononcent pas.

Les femmes (61 %) sont plus favorables aux grèves pour des motifs politiques que les hommes (49 %). Plus les personnes interrogées sont jeunes, plus elles ont de la compréhension en la matière sachant que parmi les personnes de plus de 60 ans, il y a plus d'opposition que d'opinions favorables en la matière, et que chez les gens qui ont moins de 60 ans, c'est l'inverse.

KS

### **Médias**

#### **Helsingin Sanomat entame un plan social**

Helsingin Sanomat a annoncé mardi qu'il entamait des négociations en vue de remanier en profondeur l'organisation de la rédaction. Ces changements pourraient entraîner la suppression d'une vingtaine d'emplois.

Selon la rédactrice en chef Erja Yläjärvi, l'objectif est de simplifier la façon de travailler et d'accélérer la croissance numérique.

Yläjärvi déclare aussi que des changements organisationnels auraient été nécessaires quelle que soit la situation financière.

Toutefois, au cours de l'année écoulée, le passage de la version imprimée à la version numérique des abonnés a été plus rapide que ce que le journal avait prévu il y a quelques années.

Les ventes de publicité pour la version imprimée ont elles aussi fortement chuté en raison de la récession économique. La publicité sur les plateformes numériques génère beaucoup moins de revenus et la concurrence est féroce.

Par ailleurs, la production d'un journal imprimé implique de nombreux coûts fixes liés à l'impression, au papier et à la distribution.

« Il faut se préparer à ce qu'à l'avenir les ressources viennent à 80% des abonnements et 20% de la publicité », contre 50%-50% aujourd'hui, dit la rédactrice-en-chef.

Selon Yläjärvi, cela signifie que les coûts devront être réduits dans une certaine mesure. Dans la mesure du possible, les économies de personnel seront réalisées par d'autres moyens que les licenciements.

HS/A10

## Energie

### **Fortum demande à l'État russe une compensation de milliards d'euros**

L'entreprise d'énergie *Fortum* demande plusieurs milliards d'euros de dommages et intérêts à l'État russe pour la saisie illégale de ses avoirs. L'objectif de la procédure est de protéger la position juridique de Fortum et les intérêts de ses actionnaires.

Les autorités russes ont saisi les avoirs de Fortum en Russie au printemps de l'année dernière.

Fortum demande, dans le cadre de la procédure d'arbitrage, des dommages et intérêts équivalents à la valeur des actions de la filiale russe de Fortum et des investissements de Fortum en Russie. Selon Fortum, la compensation s'élèvera à plusieurs milliards d'euros.

Les activités russes sont entièrement séparées de Fortum.



HS/A10

### **Fennovoima conteste les affirmations de Rosatom concernant la résolution de Hanhikivi**

Selon Alexei Lihatchov, le directeur général de l'entreprise publique russe d'énergie nucléaire *Rosatom*, la cour d'arbitrage de Paris aurait donné raison à Rosatom dans son litige avec l'entreprise finlandaise *Fennovoima* au sujet de la résiliation du contrat de la centrale nucléaire de *Hanhikivi*.

Le directeur général de Fennovoima, Matti Suurnäkki, a déclaré mardi que Fennovoima n'était pas impliqué dans un arbitrage à Paris.

Selon Suurnäkki, le conflit entre Fennovoima et Rosatom sera soumis à l'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (CCI) à Stockholm.

Fennovoima a résilié le contrat de fourniture de la centrale nucléaire *Hanhikivi 1* avec Rosatom en avril 2022, deux mois après l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Selon l'entreprise, la raison de la résiliation du contrat n'était pas la guerre, mais les problèmes et les retards répétés de Rosatom.

Fennovoima et Rosatom ont entamé des actions en justice l'une contre l'autre à propos de ce projet qui a échoué. Fennovoima a réclamé près de deux milliards d'euros à l'entreprise russe. La valeur totale des réclamations de Rosatom s'élève à environ trois milliards d'euros.

En décembre 2022, Rosatom a annoncé que le conflit avait été tranché par le comité des litiges concernant la résiliation du contrat de l'usine. À l'époque, Joachim Specht, directeur général de

Fennovoima, avait déclaré à HS que la question de savoir si Fennovoima avait des motifs suffisants pour résilier le contrat de l'usine et si Rosatom avait droit aux dommages et intérêts, serait tranchée par une cour d'arbitrage. Il estimait à l'époque que le traitement prendrait des années.

HS/A11

## ***Economie – Environnement***

### ***Débat sur le rejet des déchets de l'usine de batteries de voitures électriques de Hamina dans la mer Baltique***

Une nouvelle usine de matériaux pour les batteries prévue à Hamina a reçu un permis environnemental en février, mais le rejet des eaux usées de l'usine dans la mer Baltique a soulevé des critiques et des inquiétudes.

L'usine de Hamina produira les matières premières pour les batteries des voitures électriques, plus précisément pour le matériau actif de la cathode. L'usine sera conçue par *CNGR Finland*, dont 60 % est détenu par CNGR Advanced Material, société cotée à la bourse de Shenzhen en Chine, et 40 % par l'entreprise publique finlandaise *Suomen Malminjalostus*. La valeur de l'investissement dans l'usine s'élèverait à environ 500 millions d'euros.

CNGR Finland, la société sino-finlandaise qui planifie la centrale, est tenue d'éliminer les métaux lourds des effluents de la centrale, mais le permis environnemental ne l'oblige pas à éliminer les sulfates des effluents qui seront rejetés dans la mer.

Une pétition, rédigée par une ONG, contre le déversement de sulfate dans la mer avait recueilli plus de 56 000 signatures mardi matin.

L'agence administrative régionale, qui a délivré le permis environnemental, considère que les émissions de sulfate ne causeront pas de pollution environnementale significative dans le cadre du modèle d'exploitation prévu pour l'usine. D'autres options pour le traitement des sulfates dans les eaux usées sont explorées.

Kauppalenti/A10

## ***Economie – Fiscalité***

### ***Imposition des boissons alcoolisées***

Aamulehti rend compte de l'impact de l'inflation et des mesures fiscales sur le prix des boissons alcoolisées. Certaines hausses de prix s'expliquent aussi par une demande accrue, ainsi que par l'augmentation des frais.

A titre d'exemple, Aamulehti indique qu'en six ans, le prix d'une bouteille de vin Guigal Côtes du Rhône est passé de 13,98 euros à 17,94 euros, soit une augmentation de presque 30 %.

Concernant certains autres vins, le prix n'a pas bougé, même avec l'augmentation de 8 points de la taxe sur les vins.

Selon l'auteur de l'article, tant le monopôle Alko que les magasins jouent sur le prix en cherchant un niveau qui ne dissuade pas les acheteurs. Pour un vin par exemple, dépasser les 17 euros pourrait faire peur aux masses.

Concernant la bière, Aamulehti note que Kronenbourg Blanc, par exemple, ne dépasse pas les 4 euros dans aucun magasin. L'évolution des prix n'a pas été aussi importante que pour le vin.

AL